

## ECONOMIE GENERALE

### « EFFICACITE ECONOMIQUE ET JUSTICE SOCIALE »

Analyser les rapports entre deux concepts, l'un économique, l'autre de philosophie morale.

Deux concepts non mesurables de façon fiable.

- ➡ Pas de corrélation possible, il faut néanmoins chercher une compatibilité (terme « et »).

Efficacité économique : allocation optimale des ressources (au sens de V. PARETO). Ici, plutôt synonyme d'efficience.

Justice sociale : Sous-entend une égalité des revenus. Problème : les contributions sont inégales, dans ce cas c'est injuste !

- ➡ D. FOLEY (1967) : absence d'envie (symétrie entre les membres de la société).
- ➡ J. RAWLS : une *égale liberté* : les inégalités économiques et sociales doivent bénéficier aux plus faibles (*principe de différence*), sous condition d'égalité des chances.
- ➡ A. SEN : concept de *capabilité* : capacité réelle de jouir de ses libertés, de son patrimoine...

Contexte spatio-temporel : aucune importance ici.

### Introduction

1. Débat actuel lancé par les Pays pauvres, mouvements antimondialistes : le marché n'engendre aucune efficacité économique (insérer le coût de l'empreinte écologique) et crée de fortes inégalités sociales et spatiales, le pillage des ressources et des peuples... et ainsi l'absence de toute justice sociale.

2. Définitions : cf. supra.

3. L'égalité des revenus serait injuste car les agents ne contribuent pas tous à part égale dans la création des richesses. Faut-il lui préférer une répartition proportionnelle ? Trancher cette question n'appartient pas au seul économiste qui doit par contre analyser l'impact des différentes conceptions de la justice sociale en termes d'efficacité économique.

4. Si efficacité économique et justice sociale conçues comme une égalisation des revenus paraissent incompatibles (partie I), il est possible de concilier efficacité économique avec d'autres concepts de justice sociale (partie II).

## **I- Efficacité économique et égalisation des revenus sont a priori incompatibles**

### ***1- La recherche de l'efficacité économique induit des inégalités dans la répartition des revenus***

1. Economie de marché : l'objectif est d'atteindre l'optimum de V. PARETO, c'est-à-dire le niveau maximal d'efficacité (PIB réel = PIB potentiel). Aucun préjugé sur la répartition des revenus, plusieurs optimums sont possibles selon l'état de l'économie.

J. B. CLARK : une situation est juste si chaque facteur est rémunéré à sa productivité marginale. Dans ce cas, il n'y a aucune exploitation. Problème : non soutenable, car il est difficile d'évaluer la productivité marginale de chaque acteur (travail en équipe, groupes de projet...), qui est elle-même dépendante d'autres facteurs (capitalisme, état du marché...) De plus, cette conception condamne les personnes à faible productivité (handicapés, personnes vieillissantes...)

2. Sur un plan empirique, l'efficacité parétienne engendre un maximum de production nette. Or, en période de forte croissance, les restructurations industrielles (cf. J. A. SCHUMPETER) engendrent des écarts entre industries et même entre secteurs d'activité (traditionnels, porteurs...) qui entraînent des disparités dans les rémunérations des salariés. Dans notre contexte d'internationalisation croissante des économies, les entreprises exposées cherchent à maintenir leur compétitivité, ce qui entraîne une recherche de la meilleure efficience, en abaissant les coûts, par le biais de licenciements et d'une diminution des salaires réels des travailleurs les moins qualifiés. L'intervention de l'Etat est alors indispensable pour corriger cette inégale répartition des revenus primaires.

### ***2- La réduction des inégalités des revenus peut constituer un frein à l'efficacité économique***

1. Action publique : agir sur la répartition primaire (salaire minimum, soutien des prix agricoles...) Mais, si les prix sont supérieurs au prix d'équilibre, cela crée un gaspillage des ressources productives (moindres débouchés, chômage...) De même, la redistribution d'une partie des richesses créées diminue l'utilité du travail face au loisir (effet de substitution), mais dans une logique keynésienne, la diminution du revenu par les prélèvements incite au contraire à travailler davantage, d'où indétermination...

Toutefois, des taux d'impositions élevés créent un effet désincitatif, de même pour les prestations sociales. Le piège est de créer des « trappes à pauvreté » par la détérioration du revenu du travail à cause de la diminution des allocations et de la hausse des impôts.

2. Une réduction des inégalités risque d'entraîner une diminution de l'épargne et donc de l'investissement si on admet que la propension marginale à épargner augmente avec le revenu. L'inégalité des revenus serait indispensable pour accumuler du capital et permettre ainsi la croissance économique. Pour J. M. KEYNES, au contraire l'insuffisance

d'investissement est due à un excès d'épargne, les entreprises anticipant une faible demande. Ainsi, favoriser la redistribution vers les bas revenus où la propension à consommer est forte semble une bonne solution pour relancer la croissance et atteindre l'optimum (efficacité) économique, d'où une fois de plus indétermination...

Toutefois, en phase de décollage, il faut dégager une épargne importante pour le financement de la croissance économique ; à d'autres périodes, il s'agit de soutenir la demande !

## **II- La possible compatibilité de l'efficacité économique et de l'équité**

### ***1- Des réductions d'inégalités économiquement efficaces***

1. Justice sociale : ce n'est pas seulement dans la distribution des revenus. L'inégalité peut être acceptée quand il existe une égalité des chances (égalité juridique, matérielle, d'accès aux soins, à l'éducation...) Par exemple, l'enseignement est gratuit (hors marché), un principe admis même par les ultralibéraux, comme F. A. VON HAYEK.

2. L'équité suppose de mesurer le rapport entre niveau de revenu et participation à l'activité productive. Le lien salaire/productivité n'est pas à sens unique : un salaire élevé pour les catégories les moins productives peut inciter à moderniser les équipements productifs, ce qui concourt à atteindre l'efficacité économique. Se référer à H. LIEBENSTEIN (1957) et l'étude de l'augmentation de la ration alimentaire dans les économies en développement, G. A. AKERLOF sur le sentiment d'équité qui pousse à l'effort...

Si les inégalités sont injustifiées, c'est une atteinte à la cohésion sociale, d'où la légitimation des conflits collectifs qui entraînent des externalités négatives, une hausse des coûts sociaux et au final une diminution de l'efficacité du système économique.

### ***2- La possibilité de concilier l'efficacité économique avec certaines conceptions de la justice sociale***

1. Objectif de l'économie : atteindre le bien-être social maximal (inclus dans la conception parétienne), ce qui oblige à la recherche de la justice sociale. Développer progressivement cette sous-partie en se référant à (quelques exemples) :

A. C. PIGOU : loi de la décroissance de l'utilité marginale de la consommation au revenu, qui légitime le transfert des riches vers les pauvres.

H. M. HOCHMAN et J. D. RODGERS : hypothèse d'agents aux préférences interdépendantes : la fonction d'utilité de chaque agent est affectée positivement par son propre panier et celui des autres. Le transfert améliore la situation de tous. Problème, les agents ont des préférences différentes, on ne peut réduire l'équité à l'égalité, l'égalité des revenus ne correspond pas à l'égalité des satisfactions.

D. FOLEY (1967) : *critère de non-envie*, possible en économie d'échange mais pas en économie de production (car le niveau de produits dépend de la contribution à la production).

H. VARIAN va plus loin et avance le critère d'*envie légitime* : il souligne que si tous les agents

R. VIVIEN

ont des préférences identiques, la seule allocation juste est la répartition égalitaire. Ainsi, en un sens, **c'est la différence de goût entre les individus qui légitime l'existence de répartitions inégalitaires justes.** Or si ces préférences évoluent, la justice de l'état social inégalitaire peut brutalement disparaître sans autre raison majeure, d'où précarité de la justice. Aucune envie en comparant les gains et les contributions respectives, compatible avec les allocations parétiennes, problème pour les plus faibles !

J. RAWLS : hypothèse d'individus rationnels sans informations sur leur position à venir dans la société. Il avance le *principe de différence* : les inégalités sont justifiées tant qu'elles profitent aux plus défavorisés : principe du maximin : concilier des inégalités efficaces avec l'amélioration du sort des plus pauvres, c'est-à-dire ne pas chercher à réduire à tout prix les inégalités mais d'améliorer le sort des plus faibles. Peu importe que les riches s'enrichissent si ce mouvement s'accompagne de l'amélioration du sort des plus pauvres, tout ceci sous l'hypothèse d'égalité des chances au départ...

A. SEN : il avance le concept de *capabilité* : il ne suffit pas de diffuser plus de biens premiers (J. RAWLS) ou de ressources (R. DWORKIN), mais plutôt de chercher à égaliser la liberté **REELLE** des agents d'en user.

## **Conclusion**

1. Les rapports sont complexes : si la justice sociale se résume à l'égalité des revenus, alors les deux concepts sont incompatibles. Le maintien des inégalités est source d'instabilité sociale, ce qui entraîne des inefficacités, même si le constat des inégalités dépend de la perception des agents.

Privilégier l'équité plutôt que l'égalité, le concept d'équité étant moins malléable.

2. Quid de l'économie au service de la société ?